

Convention collective

IDCC : 8741. – **SCIERIES AGRICOLES
ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(LIMOUSIN)**

(1^{er} septembre 1998)

(Etendue par arrêté du 2 juillet 1999
Journal officiel du 17 juillet 1999)

AVENANT N° 16 DU 30 MARS 2007 (1)

NOR : *AGRS0797105M*

IDCC : 8741

Entre :

Le syndicat départemental des exploitants forestiers et scieurs de la Corrèze ;

Le syndicat départemental des exploitants forestiers et scieurs de la Creuse ;

Le syndicat départemental des exploitants forestiers et scieurs de la Haute-Vienne ;

L'union régionale des syndicats des exploitants forestiers et scieurs du Limousin ;

Le syndicat limousin des entrepreneurs de travaux forestiers,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats CGT du Limousin ;

L'union régionale des syndicats CFTC du Limousin ;

L'union régionale des syndicats CGT-FO du Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

TITRE XIII

RÉGIME DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

Article 45.1

Régime de prévoyance « incapacité-invalidité-décès »

a) Personnel concerné

Tous les salariés des entreprises comprises dans le champ d'application de la convention collective sont concernés par les présentes garanties, sous réserve d'une condition d'ancienneté de 1 an dans l'entreprise, à l'exception toutefois :

- des tâcherons salariés couverts par le régime de prévoyance résultant de l'accord national du 2 décembre 1983 ;
- des VRP ;
- des ingénieurs et cadres couverts par la convention collective nationale de prévoyance du 2 avril 1952.

Le présent accord concerne toutes les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective régionale susvisée.

b) Incapacité de travail

Une garantie de salaire complémentaire aux indemnités journalières servies par la caisse de mutualité sociale agricole est instituée en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie, de l'accident de la vie privée, de l'accident de trajet, de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle dans les conditions suivantes :

- sous réserve d'avoir justifié l'incapacité dans les 48 heures auprès de l'employeur par la production d'un certificat médical et d'être pris en charge par la CMSA au titre de la maladie ou des accidents du travail et des maladies professionnelles, les salariés bénéficient d'une garantie de salaire, équivalent à 90 % du salaire journalier retenu par la CMSA pour le calcul des indemnités journalières légales, sous déduction des prestations servies par la mutualité sociale agricole, pendant une durée de 135 jours pour une ancienneté dans l'entreprise de plus de 23 ans, de 90 jours pour une ancienneté comprise entre 13 et 23 ans, et de 60 jours pour une ancienneté comprise entre 3 et 13 ans ;
- à l'expiration des droits résultant du paragraphe ci-dessus, jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail, les salariés bénéficient d'une garantie de salaire équivalant à 70 % du salaire de base : salaire mensuel brut moyen (déduction faite des frais professionnels et de mécanisation) calculé sur la base des 12 derniers mois civils précédant l'arrêt. Pour le personnel ne justifiant pas d'une ancienneté de 3 ans, il sera appliqué une franchise fixe de 60 jours ;
- cette garantie joue dès le 1^{er} jour qui suit l'arrêt de travail consécutif à un accident du travail ou une maladie professionnelle et dès le 11^e jour d'absence pour maladie, accident de trajet ou accident de la vie privé.

c) Invalidité

Lors de la reconnaissance de l'état d'invalidité par la MSA, il est versé une rente trimestrielle égale à :

1^{re} catégorie : néant.

2^e catégorie : 60 % (1).

3^e catégorie : 70 % (1).

La rente d'invalidité est versée tant que le participant perçoit la pension d'invalidité de la caisse de mutualité sociale agricole.

d) Garantie décès

Décès du participant

En cas de décès du salarié (employé en secteur forestier) il est versé aux ayants droit un capital égal à 100 % du salaire brut annuel (salaire brut : salaire pris en considération pour le calcul des garanties, déduction faite, le cas échéant, des frais professionnels et de mécanisation admis par le fisc) et ce, quelle que soit la situation de famille du participant. Ce capital est majoré de 25 % par enfant à charge (sans limitation du nombre d'enfants).

Invalidité permanente totale

Lorsque le salarié (employé en secteur forestier) est en état d'invalidité permanente totale (3^e catégorie de classement par la caisse de mutualité sociale agricole), le capital prévu en cas de décès, y compris les majorations pour enfant à charge, lui est versé par anticipation. Ce versement met fin à la garantie en cas de décès du salarié.

Le décès postérieur ou simultané du conjoint non remarié entraîne, au profit des enfants à charge, le versement du capital décès du participant.

e) Garantie rente d'éducation

En cas de décès de l'assuré, il est versé une rente éducation aux enfants à charge. C'est le tuteur qui bénéficie de cette rente (en principe le conjoint survivant, ou bien un tuteur désigné par le juge des tutelles) pendant la minorité de l'enfant. Le versement est effectué à l'enfant lui même dès sa majorité.

Garanties versées :

- 8 % jusqu'à 11 ans ;
- 12 % de 11 à 16 ans ;
- 16 % de 16 à 26 ans si poursuite d'études.

f) Répartition des taux de cotisation

GARANTIE	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Décès	0,32 % (tranches A + B)	0,01 % (tranches A + B)
Rente éducation	0,33 % (tranches A + B)	0,01 % (tranches A + B)

(1) du salaire de référence défini aux conditions générales, moins les prestations servies par la MSA.

GARANTIE	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Invalidité - incapacité	0,17 % (tranches A + B)	0,80 % (tranches A + B)
Sous-total	0,82 % (tranches A + B)	0,82 % (tranches A + B)
TOTAL	1,64 % (tranches A + B)	
Tranche A = salaire brut limité au plafond des assurances sociales Tranche B = salaire brut compris entre une et quatre fois le plafond des assurances sociales		

g) Maintien des garanties et cessation des garanties et des prestations

Le salarié (employé en secteur forestier) bénéficiant des prestations en espèce de la caisse de mutualité sociale agricole (indemnités journalières, rentes) est maintenu dans la catégorie de personnel prévue au contrat d'adhésion dans les conditions suivantes :

- tant que le contrat de travail est en vigueur ;
- lorsque le contrat de travail est rompu, tant que le salarié perçoit lesdites prestations non interrompues depuis la rupture du contrat de travail.

Dans tous les cas, ce maintien est assuré jusqu'à la date d'effet de la résiliation du contrat d'adhésion. Toutefois, en cas de résiliation ou de non-renouvellement du contrat d'adhésion, les garanties en cas de décès sont maintenues aux salariés en arrêt de travail pour maladie, accident ou invalidité à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement du contrat. Ces salariés doivent être bénéficiaires de prestations complémentaires d'incapacité de travail ou d'invalidité dues ou versées au titre d'un contrat collectif obligatoire souscrit par l'entreprise auprès d'un organisme garantissant l'incapacité de travail ou l'invalidité des salariés.

Le maintien de la garantie décès en cas de résiliation ou non-renouvellement de l'adhésion cesse dans les conditions de cessation des garanties telles que définies ci-après et également dès la cessation du versement des prestations complémentaires en cas d'incapacité de travail ou d'invalidité.

Les garanties en cas d'incapacité de travail, d'invalidité et de décès cessent également et dans tous les cas, dès la survenance de l'un des événements suivants :

- dès que le salarié perd la qualité de personnel concerné au sens du présent avenant ;
- dès la notification de la liquidation de la pension vieillesse du régime d'assurances sociales agricoles ;
- dès la cessation du droit à invalidité au titre du régime de base d'assurances sociales.

Les prestations servies par l'organisme assureur désigné à l'article *i* ci-après, en cas d'incapacité de travail ou d'invalidité, cessent également dans les conditions définies ci-avant.

En cas de résiliation ou de non-renouvellement de l'adhésion, les prestations servies ou dues au titre du présent régime de prévoyance sont maintenues au niveau atteint à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement de l'adhésion.

h) Entreprises déjà dotées d'un régime de prévoyance obligatoire à la date d'effet du présent avenant

Les entreprises qui à la date d'effet du présent avenant disposent d'un régime de prévoyance pour leurs personnels salariés visés par le champ d'application dudit avenant, comportant des garanties équivalentes ou supérieures, pourront maintenir leurs régimes auprès de leurs organismes assureurs.

Les entreprises qui ont mis en place un régime de prévoyance globalement de niveau inférieur à la date d'application du présent accord disposent d'un délai maximum de 15 mois pour rejoindre le dispositif conventionnel établi par le présent accord et géré par l'organisme assureur désigné (AG2R) afin de respecter le cas échéant les délais de préavis et/ou de dénonciation qui peuvent être fixés par leurs régimes.

i) Désignation de l'organisme assureur

L'organisme désigné pour assurer et gérer le présent régime de prévoyance est l'AG2R Prévoyance, institution de prévoyance.

Le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent avenant fera l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

En cas de changement d'assureur, la revalorisation des prestations dues ou en cours au titre du présent régime sera organisée auprès du nouvel organisme assureur.

j) Date d'application. – Extension

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} jour du trimestre civil suivant celui de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Limoges, le 30 mars 2007.

(Suivent les signatures.)